

"L'HYGIENE PAR L'EXEMPLE"

Que, d'une part, les investissements sportifs, les droits de retransmission des matchs, les ressources des joueurs vedettes et, en règle générale, le marché du sport aient atteint des montants très élevés, et que d'autre part, la santé soit considérée comme une valeur d'autant plus élevée que, là encore, les investissements en équipements sanitaires, en production pharmaceutique, en formation et dépenses médicales représentent des sommes importantes ne se comprendraient pas si l'on ne voyait comment se sont constitués le sous-champ du sport et le sous champ de la santé - sous champs qui tendent d'ailleurs vers l'autonomie. Comme P. Bourdieu (1) l'a en effet montré un champ est toujours le résultat d'une histoire des rapports de force qui est constitutive de sa structure. L'analyse de "l'hygiène par l'exemple" contribue à la compréhension de cette dynamique.

Créée le 27 Février 1920 à l'institut Pasteur, sous la présidence du directeur de l'institut, le docteur Roux, "l'Hygiène par l'Exemple" a joué un rôle important dans la diffusion des règles d'hygiène au sein de l'école primaire. Pour mieux comprendre les origines de la création de cette association, il est nécessaire de situer, sur un plan historique, le contexte dans lequel elle est apparue.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, nous assistons à l'avènement du positivisme et d'une médecine qui se veut expérimentale et scientifique. Sur le plan politique, la France a été battue en 1870 par un état plus puissant sur le plan industriel et démographique.

L'infériorité démographique de la France reste une préoccupation constante des gouvernements successifs de la IIIe

République, surtout dans la perspective d'une revanche militaire. Sur ce plan, les Républicains ont compris que le culte de la revanche et le souhait de reprendre les provinces perdues étaient le meilleur moyen de redonner force au sentiment d'identité française.

L'hygiène par l'exemple s'est particulièrement adressée aux enfants. Là aussi, comme l'a montré Christian de Montlibert(2), la contribution des travailleurs sociaux à la reproduction sociale qui passe par la famille et le travail éducatif ne peut se comprendre qu'à condition de saisir comment l'enfant a pu devenir cet objet d'attention et cet enjeu considérable dans lequel l'Etat est de plus en plus partie prenante.

Au fur et à mesure, et grâce au progrès des découvertes pasteuriennes, l'Etat intervient dans la gestion démographique. Pour lutter contre la mortalité infantile et encourager la natalité, s'élabore une politique qui, d'une part tente de prévenir les abandons par la distribution de secours temporaires aux mères célibataires, d'autre part organise la protection de la vie des enfants en instituant une surveillance de l'autorité publique à l'égard des nourrices (loi du 23 Décembre 1874), l'assistance aux femmes en couches avec possibilité de s'absenter 4 semaines avant ou après l'accouchement (loi du 17 juin 1913).

Catherine Rollet-Echalier (3) souligne l'existence de trois enjeux qui ont déterminé à ses yeux la politique à l'égard de la petite enfance sous la IIIème République :

1. Bourdieu P., Leçons de sociologie. Paris, Minuit.

2. de Montlibert Ch., Le contrôle de la vie privée. Gousset-Delval.

3. Rollet-Echalier C., "La politique à l'égard de la petite enfance sous la IIIème République". I.N.E.D., P.U.F., 1990.

Le premier est celui de l'enfance comme principe même de la survie de la nation, de la nécessité de veiller à son expansion démographique. L'infériorité numérique de la France face à l'Allemagne a conduit au développement d'une idéologie "patriotique" dans l'optique de la revanche. Après la guerre de 1870, l'idée de l'enfant comme avenir même de la patrie a permis à l'Etat d'acquérir une certaine légitimité dans ses orientations politiques à l'égard de la petite enfance, ce qui entraîne des obligations à l'égard de l'enfant. L'Etat a pris conscience de son rôle à jouer : la loi de 1889 sur les enfants moralement abandonnés, qui institue la déchéance paternelle dans les cas où l'enfant est en danger du fait de sa famille (cette dernière est susceptible de porter atteinte à son développement) le souligne bien.

Avec l'attention portée au corps, à la santé, à la famille, à l'enfance, se multiplient des systèmes d'encadrement et de contrôle "en douceur" pour lesquels se diffusent bien plus que des règles d'hygiène mais aussi des modèles d'astreinte, des représentations de modes de vie souhaitables, etc... en un mot, des mots, des images, des modes de pensée qui tendent à assurer d'un accord minimal si ce n'est d'une adhésion aux objectifs que proposent les dominants. La lutte contre les "fléaux sociaux" a aussi servi au développement de ces pratiques intégratives.

La naissance de "l'Hygiène par l'Exemple" s'inscrit dans la continuité de l'action entreprise pour lutter contre la mortalité infantile, la tuberculose et l'ensemble des fléaux sociaux (alcoolisme, maladies vénériennes, ...) A la fin du XIXe siècle, la tuberculose est perçue comme une maladie sociale et, les tuberculeux, comme des agents de contamination, dangereux pour l'ensemble de la société. La tuberculose a provoqué le décès de quelques 85 000 personnes par an, entre 1906 et 1913, soit 12% de la mortalité générale et l'exclusion de l'armée de 90 000 poitrinaires en 1917. Les associations antituberculeuses inscrivent à leur programme la lutte contre l'alcoolisme (l'alcool étant considéré comme une cause possible de la maladie)

et organisent des conférences dans les casernes et les écoles. L'idée d'une prophylaxie sanitaire et morale sera reprise par les hommes politiques et permettra d'étendre les systèmes de contrôle.

Etudier, sociologiquement, le développement de "courant de pensée" regroupant de multiples tendances et s'appliquant à des univers différenciés reste difficile. Faut-il supposer en effet que "l'hygiène par l'exemple" a été une sorte de creuset où sont venus se concentrer des systèmes de représentations très différents. Mais quel en serait l'alchimiste ? Ou examiner les correspondances qui peuvent exister dans divers champs de la pratique sociale et supposer que c'est à partir de positions homologues que s'établissent ces sortes de "lieux géométriques" où se forment des consensus propres à une époque ? Ou, plus simplement, retrouver les interactions qui ont existé entre des personnages influents et reconstruire les réseaux qui permettaient le passage d'une famille de représentations à une autre ?

I - L'ACTION DE "L'HYGIENE PAR L'EXEMPLE"

a - Les membres de l'association

Une association, comme n'importe quelle institution d'ailleurs, ne naît pas de rien mais combine, réinterprète, prolonge des initiatives et des représentations développées antérieurement. C'est le cas de l'Hygiène par l'Exemple.

Affiliée au départ au Touring Club et à la Société de Médecine Publique et de Génie Sanitaire, cette association est soutenue sur le plan financier, par une oeuvre de guerre en cours de dissolution, "La Serviette du Soldat", présidée par la Générale Michel. La guerre a vu émerger de nombreuses oeuvres venant en aide à la fois aux familles des soldats (veuves et orphelins) et aux soldats eux-mêmes. La Générale Michel préside également avec Me Poincaré, Paul Strauss, l'Office Central d'Assistance Maternelle et infantile créé au début de la

guerre. Cet office avait pour but d'assurer à toute femme nécessiteuse en état de grossesse ou ayant un enfant de moins de 3 ans, la protection sociale, légale et médicale.

"L'Hygiène par l'Exemple" est aussi soutenue par d'autres membres bienfaiteurs :

- des banques (Banque de Paris et des Pays Bas, Banque de Mulhouse, Banque de France, Crédit Commercial de France ; s'y ajouteront par la suite, la Banque de l'Union Parisienne et la Banque de Rothschild) ;
- des associations : le Comité de Répartition des Colonies et le Secours National. Formé le 8 août 1914, ce dernier rassemble auprès de Paul Appell, doyen de la Faculté, le Cardinal Amette, le secrétaire C.G.T. Léon Jouhaux, le grand Rabin de France, le Vice-Président de l'Action Française Charles Maurras, le secrétaire des syndicats de la Seine, le Président-Général de la société Saint-Vincent de Paul. Cet organisme recueille des offrandes pour secourir les détreffes et subventionner les multiples oeuvres qui naissent principalement de la sollicitude féminine.

Dès le début on constate donc que l'Hygiène par l'Exemple occupe une position centrale dans les champs du travail social, de la santé, des soins du corps en cours de constitution.

Les personnalités qui composent le Conseil d'Administration sont issues d'horizons différents. En 1921, le Conseil d'Administration comporte quarante personnes dont 18 femmes. Nous pouvons répartir ces personnes en quatre groupes :

- le premier rassemble douze médecins dont quatre de l'institut Pasteur (les docteurs Roux, Marchoux, Calmette, Martin), cinq professeurs de Faculté de Médecine (les docteurs Léon Bernard, Chauffard, Gariel, Letulle, Fernand Vidal) et les docteurs Renault, Thuillier-Landry et Violle ;

- le second rassemble à la fois des membres d'associations ayant eu un rapport avec l'aide auprès de blessés militaires ou auprès des populations habitant les régions dévastées du fait de la guerre, et des membres d'associations s'occupant de la condition de la femme :

le Comité des Dames de la Société de Secours aux Blessés Militaires, fondé en 1864 grâce à l'initiative d'Henri Dunant et présidé depuis 1907 par la Comtesse d'Haussonville. La Comtesse participe à la formation d'une élite d'infirmières qui interviendra au Maroc, puis à Messine lors du tremblement de terre de 1910. Durant la première guerre mondiale ces infirmières joueront un rôle considérable au sein de la Croix Rouge ;

l'Association des Dames Françaises fondée en 1866 par le docteur Duchaussoy. Présidée par madame Ernest Carnot, cette association avait pour objectif d'organiser la formation de garde-malades et d'ambulanciers ;

l'Union des Femmes de France représentée par Me Galli. Cette association est née d'une scission intervenue en 1881 au sein de l'Association des Femmes Françaises. Le Comité Central de la Croix Rouge Française est fondé le 21 janvier 1907 ;

Présidée au départ par madame Koechlin-Schwartz, cette association a donné naissance par la suite à la Croix Rouge Française en fusionnant avec la Société de Secours aux Blessés Militaires et avec l'Association des Dames Françaises.

l'Ecole pour l'Ecole, représentée par la Vice-présidente madame Coulon. Présidée par madame Deschanel, cette association créée en 1919 avait pour but de secourir les enfants des départements libérés et des départements recouffrés et de favoriser dans ces départements la reprise de la vie scolaire. Elle s'occupait de la distri-

bution de fournitures scolaires, de vêtements et de la reconstruction des écoles totalement ou partiellement détruites ;

- . Mademoiselle Milliard représentait en tant que directrice une **Ecole d'infirmières Visiteuses** fondée en 1913 sous la présidence de la Marquise de Ganay, par mesdemoiselles de Montmort et Diemer. Mademoiselle Milliard a fait partie des premières femmes (avec Jeanne Tardy) membres de cabinets ministériels dans le gouvernement Ribot, formé le 20 mars 1917. Agrégée, elle a travaillé auprès de Léon Bourgeois, ministre du travail ;
- . **la Nouvelle Etoile**, représentée par madame Gonse Boas. Fondée en 1914 par madame Veil-Picard, directrice de la pouponnière de Porchefontaine, cette association avait pour but de former des jeunes filles en puériculture. Durant la première guerre mondiale, ces jeunes filles ont été employées à secourir les mères démunies, réfugiées à Paris ;
- . **le Secours d'Urgence**, représentée par mademoiselle Marguerite Javal ;
- . **le Comité des Dames de la Ligue de l'Enseignement**, représenté par la Présidente madame Clayton-Paul Bert. Ce comité reconstitué en 1901 auprès du Conseil Général, était chargé d'étudier toutes les questions se rattachant à l'éducation de la jeune-fille et de la femme. Présidé pendant les cinq premières années par madame Jules Ferry, puis par madame Ferdinand Dreyfus, il a été à nouveau dirigé par madame Jules Ferry à partir de 1909 ;
- . **le Conseil National des Femmes Françaises** présidé par madame Jules Siegfried. Fondé à Paris le 18 avril 1901, affilié au Conseil International des Femmes (dont la création remonte à 1888 aux Etats-Unis) le Conseil National a pour but

d'établir des liens de solidarité entre les diverses sociétés et oeuvres s'occupant de la condition et des droits de la femme. Cette association a été présidée au départ par madame Sarah Monod.

- Le troisième groupe est composé de personnalités politiques, de membres de l'enseignement et de personnes oeuvrant dans le domaines de l'hygiène :
 - . Léon Bourgeois, président du Sénat,
 - . J.L. Breton, ancien ministre,
 - . M. Honnorat, ancien ministre
 - . Ernest Meyer, conseiller d'Etat,
 - . François Latour, conseiller général de la Seine,
 - . M. Guillon, directeur de l'Office Public d'Hygiène,
 - . M. Gazalet, directeur des bains-douches populaires,
 - . Mademoiselle Marie-Louise Fontaine, représentante de la Mission Rockefeller, appelée plus exactement "Commission de préservation de la tuberculose en France",
 - . Monsieur Lapie, directeur de l'enseignement primaire du Ministère de l'Instruction Publique, membre fondateur dès 1915 (officiellement 1917) en compagnie de Louis Liard, Léon Xavier, de l'oeuvre des Pupilles de l'Enseignement Public. L'objectif était de venir en aide matériellement et moralement aux orphelins, victimes de la guerre fréquentant ou ayant fréquenté l'école publique ; madame Lefebvre, directeur de l'enseignement primaire de la Seine ; monsieur Roussel, directeur d'un groupe scolaire.
- Le dernier groupe est composé de personnes dont les professions et responsabilités ne sont pas précisées :
 - . Maxime Blocq-Mascart (qui occupera la fonction de trésorier-adjoint),

monsieur Cuvillier, madame Berge, madame Gauchas, madame Pierre Goujon, madame Laudenbach-Mirman, madame Lorthiois, madame Henri Nathan et enfin, celle qui deviendra la cheville ouvrière de cette association, madame Léon Mascart.

L'hétérogénéité d'opinions politiques des membres du Conseil d'Administration oblige à se poser la question des liens qui existent entre les différentes associations ou personnes qui le composent.

b - La pédagogie de l'hygiène

Le docteur Marchoux est en grande partie à l'origine de la création de "l'Hygiène par l'Exemple". C'est à lui que l'on doit le choix de la commune de Saint-Amant de Boixe (un millier d'habitants) en Charente, comme premier terrain d'expérimentation des principes d'hygiène s'adressant aux écoliers.

L'article 2 des statuts précise : *"l'association exerce son action en créant ou en développant toutes organisations hygiéniques dans les écoles publiques et privées et, généralement, en favorisant par tous les moyens la pratique de l'hygiène"*. Il est important de souligner que depuis 1902 l'enseignement de l'hygiène est devenu réglementaire dans les écoles.

En 1926, une modification des statuts viendra ajouter à la pratique de l'hygiène, l'éducation physique et le sport. (L'article 3 viendra préciser le fait que les membres seront *"tous de nationalité française"* ; les membres étrangers peuvent être admis après approbation du Ministère de la Guerre. L'article 3 bis stipulera que *"toute discussion politique et religieuse est formellement interdite lors des réunions de la Société"*).

Le programme de l'association s'adresse en priorité aux enfants à qui il convient de donner des habitudes nouvelles si bien enracinées qu'ils y obéissent comme à de véritables préjugés (Bulletin n° 1 "L'Education Nationale" article du docteur Marchoux).

Pour y parvenir, il est nécessaire de proposer des règles élémentaires de l'hygiène qui deviendront désormais chez l'enfant des "sortes de réflexes". Concrètement, l'association se fixe pour objectifs l'installation de douches, lavabos, casiers-vestiaires dans les écoles. Chaque élève doit avoir son verre à lui, sa brosse à dents et une serviette qui est changée chaque semaine. A côté des lavabos, il y a un vestiaire où chaque élève a son casier. Dans ce casier, l'enfant trouve en arrivant des chaussons et un sarrau qu'il met pour travailler. Il y dépose des vêtements d'extérieur et ses chaussures qu'il ne reprend qu'au moment de quitter l'école.

Pour parvenir à cette pédagogie de l'hygiène, l'association se propose de diffuser au sein des écoles des petits règlements tout prêts. Le premier "l'écolier dans la belle école" affiché dans la classe rappelle à l'écolier les commandements qui le lient à son école et dont voici le premier : *"Ton école est ta maison à toi ; maintiens la propre et ordonnée pour qu'elle reste gaie"* Le second règlement, affiché dans le vestiaire, "les commandements de l'écolier" comprend l'énumération des devoirs de propreté minutieusement prescrit à chacun : *"Avant d'entrer à l'école, nettoie tes chaussures sur le cure-pieds, frotte bien les semelles sur le tapis brosse pour n'introduire ni boue, ni poussière, dans les pièces que tu traverses"*. Les partisans de ces règles considèrent que l'école doit être une maison d'éducation hygiénique, physique et morale au moins autant qu'une maison d'éducation. L'application de ces règles obligatoires pour tous s'effectue sous la surveillance du maître, aidé par des élèves auxquels on donne le nom d'officier sanitaires ; ceux-ci, au nombre de quatre, sont nommés au scrutin secret par leurs camarades. Ils sont chargés à tour de rôle de faire appliquer les règles contenues dans les commandements que chaque élève doit apprendre par cœur. Les officiers sanitaires ont droit de sanction, mais un droit indirect, *"comme dans la marine où seul le capitaine du bateau possède le pouvoir de punir, les chefs subalternes devant inscrire sur un cahier spécial la faute et le nom du délinquant"*. Il faut savoir que le docteur

Marchoux connaît les règles de la marine puisqu'il a été membre du Corps de Santé de la Marine lorsqu'il a exercé au Dahomey et en Indochine jusqu'en 1893, date de son retour en France.

c - Emprunts et combinaisons

Rapidement, l'association va profiter de l'expérience de lutte contre la tuberculose entreprise par la Mission Rockefeller, durant la première guerre mondiale, dans le département d'Eure et Loir. La mission a utilisé pour sa propagande les techniques nées Outre-Atlantique : roulottes d'hygiène, wagon antituberculeux, guignol pour la santé, affiches, instructions aux professeurs et aux parents, films, brochures, etc... En juin 1922, madame Louis Liard, représentante de la Mission Rockefeller et attachée à l'institut International de Coopération Intellectuelle, est désignée pour seconder madame Mascart. Cet Institut est une émanation de la Commission de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations. Cette Commission semble avoir été créée grâce à l'initiative prise par la Confédération des Travailleurs Intellectuels. A l'origine de cette confédération qui avait pour objet la défense des intérêts professionnels des travailleurs intellectuels, nous trouvons : monsieur Emile Borel, sous-directeur de l'Ecole Normale Supérieure et messieurs Bellanger, Alfred de Tarde, Sainte-Lague, Henri de Jouvenel,... En avril 1923, la Confédération a créé une confédération internationale qui a obtenu le droit de siéger au sein de la Commission de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations.

Madame Louis Liard fera profiter madame Mascart de son expérience issue de la mise en place des sous-comités régionaux de lutte contre la tuberculose. Dès le départ, l'association décide de privilégier son action en direction des régions libérées où la reconstruction des écoles permettra des initiatives nouvelles. En Meurthe-et-Moselle, un inspecteur primaire, Coulon, fonde une coopérative pour la reconstruction des écoles dévastées avec l'aide de la Ligue de l'Enseignement et de l'Ecole pour

l'Ecole. A partir de là se développe le système de l'hygiène par l'exemple.

128 écoles nouvelles et modèles verront le jour dans ce département, réalisation considérée à l'époque comme "un ensemble unique au monde". 5A ce sujet, il nous faut mentionner l'aide apportée par un philanthrope américain, M. Buhl, qui a légué en 1928 la somme d'un million pour les régions sinistrées).

Très vite l'association se rapproche d'autres associations ou organismes ayant des objectifs complémentaires comme la puériculture, la lutte contre la tuberculose, ce qui n'est pas, comme Max Weber l'a fait remarquer à propos de ce type de stratégie, sans augmenter le "capital social" de chaque associé.

En 1925, la Ligue d'Hygiène Scolaire fusionne avec "l'Hygiène par l'Exemple". Fondée en 1902 par les docteurs Paul Legendre et Albert Mathieu sous le nom de Ligue des Médecins et des Familles pour l'amélioration de l'hygiène physique, morale et intellectuelle dans les écoles, elle réunissait des parents, des médecins et des maîtres. Sous l'impulsion des docteurs Merry et Dufestel, la Ligue contribue au développement de l'inspection médicale des écoles, à la création des écoles de plein air, des infirmières scolaires, etc... Elle est, elle-même, issue de l'association Léopold Bellan (président du conseil général de la Seine) fondée en 1884. Celle-ci avait étendu son action dans différents domaines : orphelinat, sanatorium, hôpital, cours d'enseignement moderne, club sportif, cité-jardin, et enfin, le Foyer Central d'Hygiène créé en 1904 par mademoiselle Munie. Institutrice parisienne, mademoiselle Munie a ouvert un cours d'hygiène physique pour le personnel enseignant. Ces cours intitulés "cours normaux de médication familiale" ont été rattachés à l'association Léopold Bellan. Ils étaient donnés après la classe aux instituteurs(trices) à qui revenait le rôle de veiller à la santé et à la propreté des enfants. Par la suite naîtra l'idée d'un véritable professorat concrétisé par la création du Foyer Central d'Hygiène physique, morale et

mentale. Il comprend la collaboration de la Ligue Française d'hygiène Scolaire, de la Société Alfred Binet pour l'étude psychologique de l'enfance et de la société des médecins-inspecteurs des écoles. Cet enseignement a pour objectif d'aider au développement physique, mental et à *"l'élévation morale de la génération future et pour cela : faire l'éducation de la santé à l'école et par l'école, préciser le sens des expressions médicales, aider à la prophylaxie des maladies contagieuses, lutter contre la mortalité infantile, combattre les tares héréditaires, développer et faire pénétrer l'hygiène physique et morale dans la famille, aider au relèvement et l'éducation des anormaux et arriérés"*.

Parmi les personnes dispensant des cours, nous pouvons citer : le professeur Laignel-Lavastine, le docteur Fay, le docteur Wallon, madame Nouca,... Madame Mascart a été une collaboratrice de mademoiselle Munie avant de s'occuper de "{'Hygiène par l'Exemple'".

Lors de la fusion en 1925 avec la Ligue d'Hygiène Scolaire, quatre médecins entrent au Conseil d'Administration. Il s'agit des docteurs Régnier, Lavallée, Legendre et Dufestel ; ce dernier étant directeur général de la Société des Médecins-Inspecteurs des écoles.

L'activité de "l'Hygiène par l'Exemple" sera vite assez intense puisque en 1923, 65 écoles pratiquent le système préconisé par l'association, en 1933, 556 écoles avaient été aménagées par ses soins dans 85 départements.

Cette association n'est pas la seule à militer pour l'apprentissage de l'hygiène et la valorisation d'un corps sain. Elle se situe dans un ensemble dont témoignent aussi bien les écoles de plein air que, quelques années plus tard, la "maison de campagne des écoliers". Il faut remarquer que d'une association à l'autre on retrouve les mêmes noms, tout se passe donc comme si un petit nombre de personnes, issues pourtant de courants de pensée différents, se retrouvaient autour des mêmes prises de positions, en même temps que ces associations multiplient les "participations croisées".

II - LES EXPERIENCES ASSOCIEES

a - Les écoles de plein air :

Le précurseur fut un allemand, le docteur Baginski. En 1881, il soumet à la ville de Berlin un projet de création d'une école de plein air pour les enfants anémiés des quartiers populaires, mais son idée ne fut pas retenue. Plus chanceux, le docteur Bénédict parvient en 1904 à réaliser à Charlottenbourg, dans la banlieue de Berlin, la Waldschule (l'école de la forêt), demi-internat, installé dans des baraquements comportant plusieurs classes, des douches et des hangars pour la sieste et les repas. Deux ans après Berlin, Mulhouse ouvre un externat saisonnier dont le succès est tel qu'on ne tarde pas à le transformer en internat permanent. Au même moment, le docteur Paul Legendre, que l'on vena membre de la Ligue l'Hygiène Scolaire puis au bureau de l'hygiène par l'Exemple, réclamait la création d'écoles qu'il appelait "écoles sanatoria" où les enfants auraient vécu presque continuellement en plein air, aussi bien pendant les classes qu'aux heures de repas et de récréation. Il semble que le dispositif éducatif soit identique quelles que soient les appellations : le plein air, le plein soleil, la culture physique raisonnée, l'éducation sensorielle, la propreté corporelle, l'alimentation convenablement réglée, l'éducation sanitaire.

En France, la circulaire du 8 septembre 1922 est venue préciser à qui sont destinées les écoles de plein air : *"il est bien entendu que l'on ne vise ici que le cas des enfants non-malades, mais seulement susceptibles de le devenir, du fait qu'ils sont débiles, malingres : sont concernés les enfants dont le développement des facultés intellectuelles restées normales et intactes d'ailleurs, est empêché par une dépression physique plus ou moins profonde imputable à une maladie accidentelle et ancienne, à une déficience organique, à des*

conditions antihygiéniques de vie familiale ou même scolaire " (4).

En 1925, le directeur de l'école de plein air de Forbach (Moselle) explique dans la revue de "l'hygiène par l'Exemple" comment s'effectue la répartition des élèves après un examen médical.

"Premier groupe : enfants simplement anémiés ou débiles chez lesquels l'examen médical n'a décelé aucune lésion organique ni aucun germe pathogène latent.

Deuxième groupe : enfants anémiés chez lesquels il y a lieu de craindre l'existence d'une lésion organique cachée (hérédité ou suite de maladies infantiles).

Troisième groupe : les tuberculeux de tous genres, sauf les enfants atteints de tuberculose déclarée, avec crachats, qui sont envoyés au sanatorium ".

La plupart des établissements de plein air ont pu naître et se développer grâce aux subventions de l'Oeuvre des Pupilles de la Nation, des Pupilles de l'Ecole Publique, de la Caisse des Ecoles des Hospices, de l'Oeuvre de Grancher. (En novembre 1906, le professeur Grancher, après une longue enquête menée avec la collaboration de ces élèves dans quelques écoles parisiennes, a affirmé que 15% des enfants de ces écoles étaient des tuberculeux latents ; envisageant pour eux une nouvelle forme de préservation, il conseillait de les placer à la campagne dans un sanatorium-école où l'instruction serait donnée selon la formule : double ration d'air, double ration de nourriture, et demi-ration de travail).

Plusieurs écoles dépendent entièrement d'initiatives privées. "L'Hygiène par l'Exemple" leur a fourni du matériel et leur a fait une place importante dans sa revue. En France, le principe de l'école de plein air qui avait été accueilli avec tant d'enthousiasme, aussitôt après la guerre 1914-1918 a connu, dans son application un développement différent de celui que

prévoient les objectifs. La définition même de l'école de plein air a subi de nombreuses fluctuations dues, le plus souvent, à des causes budgétaires, les préventoriums, ayant droit à des subventions plus importantes que les écoles de plein air. Ceci a amené un enchevêtrement des institutions médicales et des établissements pédagogiques qui a faussé le sens de l'école de plein air, puisque les fondateurs souhaitaient qu'elle s'adressât à tous les enfants.

En 1934, les écoles de plein air permanentes sont situées dans 12 départements : Aisne, Alpes Maritimes, Ardennes, Dordogne, Gard, Gironde, Meuse, Meurthe et Moselle (Luneville), Moselle (Forbach et à Metz, Ecole de l'île de Saulcy), Nord, Mulhouse (Ecole de Pfastatt), Seine, Vosges (Lourdes en Xaintois). Les écoles de plein air temporaires sont réparties en sept départements : Hérault, Loiret, Meurthe et Moselle (Ecole de Gentilly) Haut-Rhin (Colmar, Ecole de Turkheim, Munster, Guebwiller) Bas-Rhin (Strasbourg, Quai Jacoutot, Lovisa), Seine, Vosges (Barançon, Plainfaing, Cleurie, Raon l'Etape, Senones, Chatel, Le Thillot, Saulxures, etc...).

b - Un moyen d'extension : les coopératives scolaires.

L'alliance des éducateurs et des médecins hygiénistes a su tirer profit du développement de la coopération à l'école pour faire passer le message de l'hygiène.

La coopération à l'école avait pour objectif de développer chez les écoliers l'esprit d'initiative, le sens de la responsabilité. Sur le plan pratique, il est proposé de laisser les élèves s'organiser en association, en désignant des postes à responsabilité (président, vice-président, secrétaire, trésorier, ...). Le bureau élu prend la direction de la Société et se réunit à l'école en dehors des heures de classe. L'instituteur assiste de droit aux réunions. Les élèves cherchent à recruter des membres honoraires et à obtenir des souscriptions. Ils essayent également de trouver des ressources en organi-

4. Auriac V.M.O., "Les méthodes et les maîtres de l'école de plein air" tiré de l'ouvrage "Les écoles de plein air en France, 1943, édité par "l'Hygiène par l'Exemple".

sant des représentations, des tombolas, en récoltant les plantes médicinales. Une fois qu'ils sont en possession de moyens financiers sérieux grâce à leur activité, ils étudient leur budget, prévoient des achats (brosses à dents, pâte dentifrice, savons, serviettes) ...

c - La maison de campagne des écoliers : à l'origine des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.).

Durant la période du Front Populaire, l'association semble entretenir de bonnes relations avec les Ministères de la Santé et de la Jeunesse et des Sports.

Une personne en particulier, fera le lien avec le Ministère : Gisèle de Failly. Née en 1905, Gisèle de Failly éprouve un intérêt pour la pédagogie dont les idées sont diffusées par la Ligue Internationale pour l'Education Nouvelle. En 1934, elle suit un cours d'été animé par Marie Montessori, puis obtient le diplôme de psychologie appliquée sous la direction du professeur Henri Wallon. Nous retrouvons sa trace en janvier 1936 à la Mairie de Suresnes, dont le maire Henri Sellier deviendra quelques mois plus tard, ministre de la Santé du Front Populaire. Elle assurera la fonction de "chargée de la coordination des éléments de service social". (Henri Sellier s'entourera du docteur Henri Hazemann, formé à la lutte contre les fléaux sociaux aux Etats-Unis avant d'entrer en 1932 à l'Office Public d'Hygiène sociale de la Seine). Pour des raisons de santé, Gisèle de Failly quitte ce travail. A la recherche d'une situation, elle est mise en rapport avec madame Mascart, Secrétaire Générale de "l'Hygiène par l'Exemple" (5).

Peu avant les vacances d'été, une institutrice d'école maternelle, madame Fillon vient proposer de profiter des installations faites par l'association L'Hygiène par l'Exemple pour recevoir l'été, des enfants

dans des écoles aménagées et bien situées. La proposition est acceptée et le choix d'une école de quatre classes située à Saint-Maurice-sur-Moselle (Vosges) est retenu. Cette expérience donnera naissance à la première Maison de campagne des écoliers et aux Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (C.E.M.E.A.). Le personnel était composé d'une assistante d'hygiène scolaire, chargée d'assurer la direction de la maison ainsi que des exercices de gymnastique de base et de gymnastique corrective.

Face à l'ignorance des jeunes filles recrutées comme surveillantes, Gisèle de Failly élabore un projet de formation qui attirera l'attention d'une inspectrice de la Jeunesse et des Sports, madame Trelen. Le contenu de l'enseignement préconisé reposait sur plusieurs points :

- des éléments d'hygiène (hygiène alimentaire, hydrothérapie, héliothérapie, la vie en plein air ...),
- une éducation sociale (définition du service social, l'assistante d'hygiène scolaire, le scoutisme,...),
- un complément de psychologie de l'enfant (différence entre l'adulte et l'enfant, le développement du caractère, les troubles du caractère,...),
- l'application des méthodes nouvelles (les principes montessoriens, le travail en groupe, la méthode Cousinet, la méthode Decroly,...) (6).

Il fut même envisagé à ce moment-là que "les maisons de campagne des écoliers" pourraient être le point de départ d'une extension du scoutisme scolaire.

Madame Trelen organisera une rencontre en décembre 1936 avec André Lefevre, commissaire national des Eclaireurs de France, qui a travaillé avec Marc Sangnier dans le mouvement catholique progressiste du Sillon.

Par la suite, différents ministères et ministres sont contactés : Léo Lagrange,

5. Gisèle de Failly parle de son changement de situation dans un article inséré dans le livre de Denis Bordât : "Les C.E.M.E.A. qu'est-ce que c'est ?", Editions François Maspero, 1976).

6. Pour une description des courants pédagogiques voir Palmade G., "Les méthodes en pédagogie", Que sais-je ?, P.U.F. .

sous-secrétaire d'Etat aux Loisirs (avocat et député socialiste du Nord), madame Brunschwieg, sous-secrétaire d'Etat à l'Education Nationale (fille d'un riche industriel originaire d'Epinal, elle a été militante au sein du mouvement pour le suffrage des femmes et membres du parti radical depuis 1924), Suzanne Lacore, secrétaire d'Etat à la Santé Publique dont dépendaient alors, les colonies de vacances (institutrice de Dordogne, membre de la S.F.I.O.).

Un collectif de préparation réunit : la Ligue de l'Enseignement, qui, par l'existence de l'U.F.O.V.A.L. naissante, montre son intérêt pour les colonies de vacances, les Eclaireurs de France, "L'Hygiène par l'Exemple" représentée par Gisèle de Failly.

Jean Zay, ministre de l'Education Nationale, signe une circulaire annonçant aux inspecteurs d'académies et aux directeurs d'écoles normales, le projet d'un stage destiné à former les cadres des colonies de vacances. Une association intitulée "Centre d'Entraînement pour la Formation du Personnel des colonies de vacances et des Maisons de Campagne des écoliers est créée. Son secrétariat s'installe dans les locaux de "l'Hygiène par l'Exemple".

En mars 1939, madame Mascart souhaite que les écoles rurales soient aménagées pour recevoir, en cas d'évacuation, les enfants des villes. En avril 1940, cette dernière envisage de créer des centres d'accueil pour les enfants évacués de telle façon qu'ils deviennent des foyers d'éducation plus complets encore que l'école. Cette période est la plus difficile pour l'association qui ne doit plus compter sur l'octroi de subventions de la part des communes et de l'Etat. Quelques réalisations néanmoins sont maintenues : l'organisation d'un stage pour les futurs directeurs des Maisons de Campagne des écoliers. En hiver 1940, la distribution du "goûter scolaire" dans le département de l'Eure et Loir à 16 000 écoliers avec l'appui du Secours National. La même année, six maisons de campagne des écoliers sont ouvertes (4 en zone occupée et 2 en zone

libre). En 1942 et 1943, huit nouvelles maisons de campagnes sont en fonction. Au total, 40 000 journées de vacances sont assurées à des enfants sous-alimentés venant la plupart de Paris. A partir de 1944, l'association semble en sommeil.

III - CARACTERISTIQUES DES LIENS ET DES INFLUENCES

Il est intéressant de remarquer d'une part que, d'une association à l'autre, on retrouve souvent les mêmes noms et d'autre part, que des filiations différentes aboutissent à faire participer à la même association des individus issus de courants de pensée divers. S'interroger sur le développement d'un "esprit du temps", d'une "mentalité d'époque" c'est s'efforcer de mettre à jour les liens entre les différentes positions sociales et prises de position.

Qu'une association soit d'autant plus puissante qu'elle permette la "*cumulation d'un capital de relations sociales*", comme l'a montré Christian de Montlibert, se vérifie avec "l'hygiène par l'Exemple". Ici se retrouvent les représentantes des "oeuvres féminines", et même d'un féminisme tempéré, les héritiers des associations pédagogiques, les défenseurs de la petite enfance. Les uns sont issus du catholicisme social, d'autres du protestantisme, d'autres encore

- de la franc-maçonnerie.

Les sources : Un féminisme modéré.

Ainsi Julie Siegfried, madame Henri Nathan et madame Thuillier Landry sont, en même temps qu'elles occupent une position dominante, issues et porte-parole des différents courants "féministes". Parmi les premières associations, il faut citer "l'association des démocrates socialistes des deux sexes pour l'affranchissement politique et social des femmes" fondée en 1848 par trois femmes, Jeanne Deroin, Annette et Henriette Lamy, et trois hommes, Joseph Delbrouck, Eugène Stourm et Jean Macé. Cette association entreprend une action en faveur de l'égalité des droits entre l'homme et la femme,

l'instruction populaire et l'organisation de la classe ouvrière. En 1849, une autre association "l'association fraternelle des instituteurs, institutrices et professeur démocrates socialistes" fondée par Jeanne Deroin et Pauline Roland a pour but d'ouvrir des établissements d'éducation destinés aux enfants et aux adultes afin de dispenser une éducation républicaine démocratique. Jeanne Deroin lance également le projet d'une "Union des Associations de Travailleurs" qui dans un premier temps permet la rencontre de 43 délégués d'associations. D'autres femmes comme Eugénie Niboyet (née Mouchon), protestante d'origine suisse, née à Montpellier, membre de la "Société pour la Morale Chrétienne", crée un journal "La Voix des Femmes" et plus tard "l'Association Fraternelle des Femmes Ouvrières Lyonnaises pour l'Exploitation de toutes Industries" (septembre 1848). Parallèlement à ces premiers balbutiements féministes, nous voyons naître des associations prônant la paix auxquelles participent des femmes. Eugénie Niboyet fonde la Société de la Paix à Paris. Ces premières tentatives (1830-1848) féministes et pacifistes rencontrent la résistance des pouvoirs en place et la défense farouche des valeurs bourgeoises. Cette défense sera assurée par des philanthropes et politiciens qui auront besoin de porte-parole appartenant à la même famille sociale et intellectuelle. Les dames patronesses vont prendre par la suite leur autonomie et créer leurs propres associations dans le même esprit charitable. Dans la continuité de la tradition saint-simonienne, le mouvement féministe en tant que mouvement permanent est relancé par Léon Richer (1824-1911) qui fonde en 1869 sa propre revue "le droit des femmes" puis, en 1870, "l'association des droits des femmes" (Léon Richer a développé ses idées en tant que conférencier au Grand Orient de France). A ses débuts, la IIIe République se montre moins libérale que l'Empire. En 1871, Léon Richer change le nom de sa revue en l'appelant "l'avenir des femmes" et de sa société "société pour l'amélioration du sort des femmes". En 1875, il est obligé de dissoudre cette société. Lors de l'Exposition Universelle de 1878, il organise le premier congrès international du

"Droit des Femmes". Le 13 août 1878, la société est à nouveau autorisée sous la responsabilité de Maria Deraismes (première femme admise chez les franc-maçons en 1882, fondatrice en 1893 d'une loge mixte). En 1882, elle fonde la Ligue Française pour le Droit des Femmes avec Maria Vérone, Maria Pognon et Marie Bonneval. Cette ligue est affiliée à la Ligue Internationale des Femmes fondée à New-York le 5 mai 1874.

Léon Richer parvient à provoquer la constitution d'une commission extra-parlementaire et présente trois propositions de loi : accession des femmes mariées et non mariées à la possession des droits civils et de famille ; modification des articles du Code relatifs à la nationalité des femmes mariées ; émancipation civile des femmes mariées.

En 1889, il obtient le vote d'une loi relative à l'électorat des femmes commerçantes pour les tribunaux de commerce. En 1890, il fonde la fédération internationale pour la revendication des droits de la femme (France, Belgique, Pologne, Grèce, Ecosse, Suède, Suisse, Italie, Amérique, l'Etat de New-York). Alors que de nombreux hommes politiques (Eugène Pelletan, Gagneur, Emile Deschanel, Daniel Berthelot, Alexandre Dumas, Jean Macé, Frédéric Passy, et les présidents d'honneurs, Victor Hugo, Victor Schoelcher, René Viviani) soutiennent la Ligue pour le droit des femmes, la majorité des républicains ne souhaitent pas l'égalité des droits politiques de peur que les femmes soient influencées dans leur vote par l'Eglise. La pression exercée par les radicaux conduit à une scission et à la création d'une société rivale dirigée par Hubertine Auclert (1848-1919), première suffragette française. En 1907, elle milite pour une résolution en faveur de l'égalité politique des sexes par le Conseil Général de la Seine. Après elle, les associations féministes semblent se comporter comme les innombrables associations modérées soutenant des causes sociales. Suite au congrès des Oeuvres et Institutions féminines, le Conseil National des Femmes Françaises voit le jour en 1901, présidé par Sarah Monod, issue d'une "grande famille" d'académiciens et

d'ecclésiastiques. En 1912, lui succédera madame Jules Siegfried (1848-1922) également protestante, fille de pasteur et épouse d'un politicien modéré fortuné. Ce conseil regroupe 35 sociétés fondatrices. Maria Pognon, Marie Bonneval et madame Wiggishoff représentent le Droit des Femmes au sein du Conseil d'Administration.

Cette tendance du "féminisme modéré" est donc bien présente au Conseil de "l'Hygiène par l'Exemple".

Le courant "pédagogique".

Plusieurs membres du Conseil d'Administration de "l'Hygiène par l'Exemple" : mesdames Mascart, Clayton - Paul Bert et Georges Coulon, monsieur Lapie et le docteur Marchoux sont issus et représentatifs de ce courant de pensée.

L'oeuvre de Jean Macé est significative du point de jonction des influences qui sont à l'origine du vaste mouvement en faveur de l'école gratuite, obligatoire et laïque. Jean Macé participe en 1849 à la fondation de "l'Association Fraternelle des démocrates socialistes des deux sexes pour l'affranchissement politique et social des femmes". Il fonde par la suite en 1863 avec monsieur Engel-Dollfus (Société Industrielle de Mulhouse) la société des bibliothèques populaires qui comprend 30 bibliothèques dans le Haut-Rhin. Il se trouve à ce moment là au pensionnat de jeunes filles de Beblenheim où il met en pratique, en collaboration avec mademoiselle Verenet, un enseignement basé sur des principes pédagogiques. En 1866, il lance un appel en faveur de la création d'une Ligue de l'Enseignement ayant pour objet de "provoquer par toute la France l'initiative individuelle au profit du développement de l'instruction publique". Cet appel est entendu et repris dès 1867 par la Société Industrielle de Mulhouse qui saisit les pouvoirs publics et envoie au Sénat une pétition réclamant l'instruction gratuite et obligatoire. Les premiers cercles de cette "ligue de l'Enseignement" naissante voient le jour en 1867 à Metz, Paris, Reims ; puis en 1868, Rouen, Dieppe, Colmar, Nancy,

Epinal, Le Havre, Marseille, Alger, Bône. En 1877, est fondé au sein du cercle parisien un Comité des Dames dont le but est d'organiser une souscription nationale destinée à fournir un matériel d'enseignement primaire aux écoles rurales de France, d'Algérie et des colonies. Ce comité sera reconstitué en 1901 auprès du Conseil Général et se chargera d'étudier toutes les questions se rattachant à l'éducation de la jeune fille et de la femme. En 1919 "l'Ecole pour l'Ecole" est constituée sous la présidence de madame Paul Deschanel. Cette association fondée à l'initiative de la Ligue de l'Enseignement, le Secours d'Urgence, la Sauvegarde des Enfants, est une oeuvre d'entraide scolaire qui a pour but de secourir les enfants des départements libérés et départements recouvrés.

Le souci de la petite enfance.

Paul Strauss, madame Veil Picart, madame Gonse Boas, la générale Michel qui ont joué un rôle important dans le lancement de "l'Hygiène par l'Exemple" sont issus de cette famille de pensée.

Ce sont les enfants trouvés qui, les premiers, ont mobilisé l'attention du pouvoir. Il s'agissait d'en un premier temps de prévenir l'abandon : en 1811 sont installés des tours (boîtes pivotantes permettant la réception anonyme du bébé). Ce décret pris sous l'Empire, est accusé d'encourager l'abandon en favorisant l'anonymat. En 1827, une circulaire institue le déplacement des enfants trouvés. Elle est destinée à décourager les parents d'abandonner leur progéniture puisque désormais ils en perdront la trace. Cette politique dissuasive est complétée sous le second Empire par la distribution de secours temporaires aux mères célibataires afin de les encourager à élever, elles-mêmes, leurs enfants. Peu à peu, cette mesure d'aide aux filles-mères est étendue aux enfants légitimes. Sous la IIIe République, il ne s'agit plus seulement de recueillir des enfants sans parents ou de prévenir l'abandon par les mères célibataires mais d'encourager la natalité tout en venant en aide aux familles les plus pauvres. A partir de 1865, est amorcé en

REPERES CHRONOLOGIQUES DES FILIATIONS AU SEIN DU FEMINISME

1848	ASSOCIATION DES DEMOCRATES SOCIALISTES DES DEUX SEXES POUR L'AFFRANCHISSEMENT POLITIQUE ET SOCIAL DES FEMMES	Jeanne DEROIN - Jean MA CE Annette LAMY - Joseph DELBROUCK Henriette LAMY - Eugène STOURM
1849	ASSOCIATION FRATERNELLE DES INSTITUTRICES ET PROFESSEURS DEMOCRATES SOCIALISTES	Pauline ROLAND - Dr Ange GUEPIN Jeanne DEROIN - Jules VIARD Dr François FERDINAND - PECQUEM Pierre et Jules LEROUX - PierreDUPONT Gustave LEFRANCAIS - Louis MENARD
1870	ASSOCIATION POUR LE DROIT DES FEMMES (qui deviendra en 1882) LIGUE FRANÇAISE POUR LE DROIT DES FEMMES	Fondateur Léon RICHER Marie DERAISMES - Mane BONNEVIAL Maria POGNON - Irène LIPKOWSKI Maria VERONE - Andrée LEHMAN Présidents d'honneur : Victor HUGO Victor SCHOELCHER - René VIVIANI
1888	CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES	Lady ABERDEEN TEMAIR
1901	CONSEIL NATIONAL DES FEMMES FRANÇAISES	Sarah MONOD - Julie SIEGFRIED * AVRIL DE SAINTE-CROIX PICHON-LANDRY DESPREZ - Maria VERONE JEZEQUEL - FONSEQUE Mme Henri NATHAN * MmeTHUILUER-LA NDR Y »

Membres du Conseil d'Administration de "l'Hygiène par l'Exemple

REPERES CHRONOLOGIQUES DES FILIATIONS DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT

1815	SOCIETE POUR L'INSTRUCTION ELEMENTAIRE	
1831	COMITE DES DAMES DE LA SOCIETE POUR L'INSTRUCTION ELEMENTAIRE	Duchesse de DURAS Marquise de PASTORET La Comtesse de LABORDE La Maréchale LOBAU La Comtesse de SALVANDY La Comtesse de RAMBUTEAU Mme de LETANG Comtesse DELABORDE
1831	ASSOCIATION POUR L'INSTRUCTION GRATUITE DU PEUPLE	Alexandre DELABORDE DUPONT DE L'EURE Victor LECHEVALIER
1866	APPEL DE JEAN MACE POUR LA CREATION D'UNE LIGUE POUR L'ENSEIGNEMENT (Création officielle 1881)	
1877	COMITE DES DAMES DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	Mme C. CARNOT - Mmes CLAMAGERAN, DORIAN Anaïs GUEROULT, HIPPEAU, B.G CA VAIGNAC, Mme THULIE Mmes Veuves KESTINER, MICHELET, Edgar QUINET, Jules KOEHLIN, Jacques SIEGFRIED
1901	COMITE DES DAMES DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT (reconstitué auprès du Conseil Général)	Mme Jules FERRY Mme Ferdinand DREYFUS Mme CLAYTON PAUL BERT *
1919	L'ECOLE POUR L'ECOLE	Mme Paul DESCHANEL Mme George COULON Mrs Fernand LAUDET, Paul STRAUSS, LAPIE *, M. ANDRE, Dr MARCHOUX*, Mmes MASCART*, CLAYTON PAUL BERT *, LA FLIZE

* Membres du Conseil d'Administration de "l'Hygiène par l'Exemple

France un vaste débat sur les conditions de vie des petits enfants et plus spécialement sur leur mortalité. La contribution des médecins ruraux à ce débat est fondamentale ; le docteur Monot, maire de la commune de Montsauche (Nièvre) adresse en 1865 au préfet une étude dans laquelle il dénonce la mortalité des petits enfants placés chez des nourrices. (En 1865 à Paris, 41% des enfants sont élevés par une nourrice). Un an plus tard, le docteur Amédée Théodore Brochard (1810-1888) fait de même pour le département de l'Eure et Loir. En 1865 naît la première société protectrice de l'enfance visant d'abord à propager l'allaitement maternel dans les milieux urbains. Des sociétés similaires sont créées à Lyon (docteur Rodet), au Havre en 1869 (docteur Lecadre), à Tours en 1870 (docteur Bodart). Pour ces médecins, le temps où l'élevage du nourrisson était une affaire de femmes est révolu. Ce champ est investi par la science et les hommes. Les termes savants de "puériculture" et de "pédiatrie" sont inventés successivement en 1863 (docteur Caron) et en 1872 (Littré). Le docteur Caron tente à cette époque d'organiser des cours de puériculture pour dames. Ce fut un échec. Le mot ne reparaitra qu'en 1895 dans la bouche du docteur Pinard. La puériculture était définie ainsi : *science ayant pour objet l'élevage hygiénique et physiologique des enfants, "la puériculture est à la santé des enfants ce que l'agriculture est à la fertilité des sols"*. La lutte contre la baisse de la croissance démographique comporte deux aspects : diminution de la mortalité et hausse de la natalité. Deux associations viendront oeuvrer dans ce sens. Créée en 1896 par le docteur Jacques Bertillon (1851-1922), l'Alliance Nationale pour l'Accroissement de la Population Française avait pour premier objectif de dégrever d'impôts les familles de plus de trois enfants. En 1902, Théophile Roussel (1816-1903), Paul Strauss (1852-1942), Pierre Budin (1846-1907) fondent la Ligue contre la Mortalité Infantile qui après la première guerre prit le nom de Comité National de l'Enfance. Rappelons que Théophile Roussel, médecin, est très actif dans l'élaboration de la politique sociale menée sous la III^e République. Il lutte

contre l'insalubrité des logements, contre l'alcoolisme, pour la protection des enfants au travail, pour la révision du régime des aliénés, pour l'organisation de l'assistance médicale. Pierre Budin, médecin-accoucheur est l'inventeur des consultations de nourrissons. Paul Strauss, créateur de la revue philanthropique, fit voter la loi de 1904 sur les enfants assistés. Son nom reste attaché à la première loi sur le congé maternité (1913).

L'aide aux blessés.

Le dernier grand courant représenté au conseil d'administration de "l'Hygiène" est lié à l'aide aux blessés militaires. Mesdames d'Haussouville, Henri Galli, Ernest Carnet, le professeur Renault en sont les représentants. Ils sont issus de la Société de Secours aux Blessés Militaires, du Comité des Dames de Secours aux Blessés Militaires, de l'Association des Dames Françaises et de l'Union des Femmes de France.

On comprend bien, après ce détour cherchant à mettre à jour les relations et les interrelations entre les membres de l'Hygiène par l'Exemple, comment peut se former "l'esprit d'une époque". Tout semble indiquer que ce n'est pas autre chose que la coordination et la synchronisation qui s'établissent - à partir d'échanges entre individus venus de secteurs différents de la pratique sociale, partageant des opinions initiales parfois opposées mais occupant des positions sociales comparables de représentations du monde social et d'intérêts associés. Il faut ajouter que de nombreux liens familiaux viennent soutenir ces échanges.

De nombreux liens familiaux.

L'étude de Christophe Charle ("Les Elites de la République 1880-1900") permet de comprendre les liens familiaux de membres ou proches de "l'Hygiène par l'Exemple".

Une des filles de Charles Briot, professeur à la Faculté des Sciences, épouse Elie Eleuthère Mascart, fils d'instituteur, professeur au Collège de France tandis que

l'autre, épouse Emilie Duclaux, directeur de l'institut Pasteur (7). Une des filles Mascart, Charlotte, devient l'épouse de Marcel Brillouin, professeur au Collège de France. Enfin, nous pouvons également relever le fait que Léon Mascart, mari de Germaine, était le beau-frère d'Emile Duclaux (1840-1904), biochimiste français. Une des filles de Paul Appell (recteur honoraire de l'Université de Paris) épouse Emile Borel, fils d'un pasteur sous-directeur de l'Ecole Normale Supérieure, membre fondateur en 1920 de la Confédération des Travailleurs Intellectuels.

Comme la dot semble moins compter dans ce type de mariage, on peut avancer l'hypothèse d'un regroupement autour du partage de certaines valeurs communes. Cela suppose en général l'existence d'un lien supérieur, par exemple l'appartenance à une communauté de croyance philosophique ou religieuse. Les milieux protestants et juifs, ou minorités dans la majorité, apparaissent ici plus représentés qu'ailleurs. On retrouve particulièrement ici un engagement militant qui s'inscrit dans une tradition israélite. Malgré le peu d'éléments biographiques concernant Germaine Mascart, nous pouvons néanmoins tenter de rattacher son action à cette tradition qui faisait de la charité et de la solidarité, un devoir. Des sociétés de secours mutuels, d'origine juive, prirent naissance au XIX^{ème} siècle à Paris ; la plus puissante était le Comité de Bienfaisance qui venait en aide aux pauvres, allouait entre autre, une subvention à l'hôpital israélite de la rue de Picpus, fondé en 1852 par le baron James de Rothschild. Comme le souligne Michaël R. Marrus (8) : *"à cette époque, il était de bon ton à Paris pour les dames de la noblesse ou de la*

haute bourgeoisie de participer à des oeuvres de bienfaisance, et tout particulièrement, aux ventes de charité organisées au profit de regroupements divers. La communauté juive ne faisait pas exception à la règle". On peut encore citer comme exemple le Comité des Dames Inspectrices des Ecoles, dont la présidente était la baronne Gustave de Rothschild.

La dimension politique de certains mariages redoublent les alliances partisans par delà les secteurs professionnels et dont le modèle le plus connu est celui de la famille Ferry (Jules Ferry a épousé Eugénie Risler issue d'une famille de riches industriels alsaciens libres penseurs). Autre exemple, Emile Duclaux a épousé en second mariage la veuve de James Darmestetter. Né en Lorraine en 1849, il était le fils d'un relieur dont la famille, originaire du ghetto de Darmstatt, s'était fixée en France depuis des générations. Influencé par Renan, il obtient son doctorat en 1872 et enseigne au Collège de France pour devenir ensuite directeur d'études à l'Ecole Pratiques des Hautes Etudes. Animé par un "franco-judaïsme", il estimait que tout juif pouvait adopter la France, l'idéologie de la France révolutionnaire n'étant pas incompatible avec les fondements du judaïsme.

Cette base familiale clairement perceptible ici est aussi présente dans les autres courants de pensée, qui se trouvent rassemblés au sein de l'Hygiène par l'Exemple". Christophe Charle souligne que dans ce type de mariage c'est moins l'accumulation d'un capital économique qui compte que l'augmentation d'un capital social, entendu en tant que forme de respectabilité conférée par un lien de parenté. Il semble que ce type de mariage soit répandu chez les membres de l'"Hygiène par l'Exemple".

7. Engagé dans la lutte contre la syphilis, il souhaitait affranchir cette maladie de ses connotations religieuses et ne plus mélanger l'hygiène avec la morale. Il défendait l'idée que le médecin devait jouer un rôle dans l'éducation sexuelle des jeunes gens, surtout dans le mariage. Il a été par ailleurs un des fondateurs de la Ligue des droits de l'homme.

8. M. R. Marrus, "Les juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus", Editions Complexe, 1895.

REPERES CHRONOLOGIQUES DES FILIATIONS DANS LE DOMAINE DE LA PRISE EN CHARGE DE LA PETITE ENFANCE

1788	SOCIETE DE CHARITE MATERNELLE DE PARIS	Sous le patronage de la Reine Marie-Antoinette
1830	SOCIETE DE CHARITE MATERNELLE (32 sociétés existantes en France)	Présidence assurée par la dauphine Vice-présidence : Marquise de PASTORJET Duchesse douairière de ROHAN-CHABOT Mme CHARTON Baronne de CHAMBRUN Vicomtesse TIRLET Mme de LAUNAY Baronne de LAUNY Baronne James MALLET Mme de BLOSSAC Mme de LILLERS
1850	SOCIETE DE CHARITE MATERNELLE	La Maréchale GERARD Madame de LILLIERS Madame GRIVEL Madame Emilie MALLET Mmes GABRIEL et François DELESSERT Mme de CHARNACE Mme de MONTESQUIOU Mme de LESPINASSE
1861	SOCIETE DE CHARITE MATERNELLE	L'impératrice Eugénie Marquise de LILLIERS Madame de BASSANO Madame de BARADERE
1870	SOCIETE DE CHARITE MATERNELLE	Duchesse de MOUCHY Duchesse de PADOUE Comtesse WALEWSKA
1891	POUPONNIERE DE PORCHEFONTAINE	M. Théophile ROUSSEL M. Pierre BUDIN M. Paul STRAUSS M. Albert JOSIAS Docteur MARFAN
1902	LIGUE CONTRE LA MORTALITE INFANTILE	M. Théophile ROUSSEL M. Pierre BUDIN M. Paul STRAUSS M. Albert JOSIAS Docteur MARFAN
1914	OFFICE CENTRAL D'ASSISTANCE MATERNELLE ET INFANTILE	La Générale MICHEL M. Paul STRAUSS
1914	LA NOUVELLE ETOILE DES PETITS ENFANTS DE FRANCE	Mme VEIL PICARD Mme GONSE BOAS *

* Membres du Conseil d'Administration de "Thygiène par l'Exemple"

REPERES CHRONOLOGIQUES DES FILIATIONS DANS LE DOMAINE DE L'AIDE AUX BLESSES MILITAIRES

1821	SOCIETE POUR LA MORALE CHRETIENNE	Fondateur : Duc de la ROCHEFOUCAULD - LIANCOURT Président Honoraire : Duc de BROGLIE Président : Marquis de la ROCHEFOUCAULD - LIANCOURT Pasteur STAPFER, Mathieu VILLENAVE Alphonse de LAMARTINE, Hyppolyte CARNOT, Eugénie NIBOYET
1828	SOCIETE GENEVOISE D'UTILITE PUBLIQUE	Eugène de BUDE, APPIA, MOYNIER, Général DUFOUR, Dr MAUNOIR
1830	SOCIETE DE LA PAIX DE GENEVE	
1838	COMITE DES DAMES DE LA SOCIETE POUR LA MORALE CHRETIENNE	Comtesse Camille de MONTALIVET Eugénie NIBOYET
1863	COMITE INTERNATIONAL DE SECOURS AUX BLESSES DE GENEVE	Henry DUNANT, APPIA, MOYNIER, Général DUFOUR , Dr MAUNOIR
1864	SOCIETE DE SECOURS AUX BLESSES MILITAIRES	<ul style="list-style-type: none"> - 1864-1868 Général-Duc de MONTESQUIOU - FEZENSAC - 1868 - 1870 Comte de GOYON - 1870 - 1873 Comte de FLAVIGNY - 1873 - 1886 Duc de NEMOURS - 1886 - 1893 Le Maréchal de MAC-MAHON - 1893 - 1897 Le Duc d'AUMALE - 1897 - 1904 Général DA VOUT, Duc D'AUERSTAEDT - 1904 - 1916 Marquis DE VOGUE - 1916 - 1918 Professeur RENAULT *
1865	COMITE DES DAMES DE LA SOCIETE DE SECOURS AUX BLESSES MILITAIRES	<ul style="list-style-type: none"> - 1865 - 1869 La Maréchale NIEL - 1869 - 1883 Comtesse de FLA VIGNY - 1883 - 1889 Princesse CZARTORISKA fille du Duc de NEMOURS - 1889 - 1898 La Maréchale MAC-MAHON - 1898 - 1907 Duchesse de REGGIO - 1907 - 1923 Comtesse d'HAUSSONVILLE
1879	ASSOCIATION DES DAMES FRANÇAISES	<ul style="list-style-type: none"> - Professeur DUCHAUSSOY (Fondateur) - 1880 - 1906 Comtesse FOUCHER de CARI - 1907 - 1913 l'Amirale JAURES - 1913 - 1925 Mme Ernest CARNOT *
1881	UNION DES FEMMES DE FRANCE	<ul style="list-style-type: none"> - 1881 - 1906 Mme KOEHLIN-SCHWART - 1906 - 1921 Mme Suzanne PEROUSE - 1921 - 1927 Mme Henri GALLI *

* Membres du Conseil d'Administration de "l'Hygiène par l'Exemple"

CONCLUSION

Au cours du XIXe siècle, les mesures prises en faveur de l'hygiène et les découvertes scientifiques ont conduit à une amélioration progressive des conditions de vie. Déjà, sous la seconde République, des dispositions positives avaient été prises en faveur de l'hygiène : institution du Comité Consultatif et des Conseils d'Hygiène Publique ; inscription de l'hygiène et de la salubrité des écoles primaires dans la mission des délégués cantonaux (loi du 25 mars 1850) ; lois sur les commissions des logements insalubres.

Dans le dernier quart du XIXe siècle, le corps médical fait partie de cette "couche sociale nouvelle" dont Gambetta avait perçu l'ascension et les aspirations est le plus actif pour le développement de l'hygiène. Dans ce contexte, s'établira progressivement une alliance autour "d'un idéal républicain" pour à la fois lutter contre le péril de la dépopulation et inciter à la mobilisation patriotique dans l'objectif de récupérer les provinces perdues. (Rappelons qu'en 1885, Jean Macé rédige la préface d'un manuel de tir à l'usage des écoles primaires et des lycées, dans lequel il exhorte à "la propagande" et "à l'organisation de l'éducation militaire et patriotique par le livre, la gymnastique et le tir").

Cette filiation s'inscrit également dans ce que Michel Foucault (9) a appelé "une biopolitique de la population" dont il a indiqué la naissance vers le milieu du XVIIIe siècle et qui a contribué à l'émergence d'une médecine prophylactique dont il ne faut pas oublier la tendance eugénique. (La société française d'eugénie fondée en 1913, reposant sur des idées patriotiques, a promu une politique "d'amélioration de la race" se situant dans la tradition démocratique, respectueuse des droits de l'individu. Abandonnant l'anthropologie sélectionniste centrée sur l'hérédité raciale, cette tradition développe une hygiène sociale et nationale,

9. Michel Foucault, "La volonté de savoir ; histoire de la sexualité". Editions Gallimard, 1976.

tenant compte à la fois des facteurs d'hérédité et des facteurs environnementaux pour définir l'objectif d'amélioration de la population. Elle disparaîtra en 1940 faute de militants et de perspectives socio-politiques). L'aboutissement d'une démarche "politico-sociale" peut être illustré par le Parti Social de la Santé Publique fondé en 1929 par Justin Godart (10), ancien ministre de l'Hygiène, au sein duquel nous retrouvons le professeur Emile Roux, le docteur Thuillier-Landry, membre de "l'Hygiène par l'Exemple". Ce parti avait pour objectif d'agir sur l'opinion publique pour inculquer en France le goût de l'hygiène, de la propreté et tout ce qui touche à la santé (lutte en faveur d'une organisation moderne de l'hygiène par la création d'offices départementaux d'hygiène sociale).

"L'Hygiène par l'Exemple" se situe également au carrefour de la naissance du travail social et des mouvements de jeunesse, comme le scoutisme (fondé en 1910 en France), dont le cadre conceptuel servira à la formation des premiers moniteurs de colonies de vacances (1937) et des premiers éducateurs spécialisés dans les établissements de rééducation créés sous l'Occupation.

Né de la rencontre entre des systèmes de représentations différents, "l'Hygiène par l'Exemple" a fonctionné comme une sorte de creuset dont se sont inspirées de nombreuses tentatives de contrôle des classes populaires.

10. Justin Godart, (1871-1956) : Proudhonien, franc-maçon, ministre de l'Hygiène en 1924 et en 1932 ; il a été également vice-président du Collège Libres des Sciences Sociales, de la Ligue Nationale contre le taudis, de la Ligue d'Hygiène Mentale et président d'Honneur de l'association d'Etudes Sexologiques, membre de la Ligue contre le Péril Vénérien.

Léon BOURGEOIS (1851-1927)

Homme politique français, préfet de police (1887), député et sous-secrétaire d'état (1888), il fut plusieurs fois ministre et président du Conseil (Novembre 1895 à avril 1896) sous la IIIe République. Membre du Sénat (1905) qu'il préside de 1920 à 1923, il est l'auteur d'un essai d'une philosophie de la solidarité (1902) qui fit de lui un théoricien du radicalisme. Promoteur de la S.D.N., il obtint le Prix Nobel de la Paix (1920).

MARCHOUX (1862-1945)

Né le 24 mars 1862 à Saint-Amand-de-Boixe en Charente, après des études de médecine, il entre dans le Corps de Santé de la Marine et exerce au Dahomey puis en Indochine. A son retour en France en 1893, il suit à l'institut Pasteur les cours du docteur ROUX et s'initie à la pratique de la bactériologie. Se rendant par la suite en Afrique Occidentale, puis au Brésil, il se retrouve quelques années plus tard à la tête d'un service de microbiologie et de pathologie tropicales, et contribue aux progrès de la lutte contre le paludisme, la lèpre, acquérant dans ce dernier domaine une autorité mondiale. Après la guerre de 1914-1918, il envisage avec le concours de Madame CLAYTON-Paul BERT, présidente de la commission d'hygiène scolaire de la Ligue de l'Enseignement, la création de "l'Hygiène par l'Exemple".

Emile ROUX (1853-1933)

Collaborateur de Pasteur, il participe à des travaux sur le choléra, la rage, la vaccination préventive des maladies infectieuses et prend la direction de l'institut Pasteur en 1904, succédant à Emile Duclaux. Le docteur Roux participe en 1907 à l'Assemblée Générale de la Ligue contre la Mortalité Infantile qui deviendra plus tard, le Comité National de l'Enfance.

Albert CALMETTE

Né à Nice en 1863, c'est en qualité de médecin de la marine, puis des colonies, qu'il fit ses premières armes et qu'il reçut en 1890, la mission de créer à Saigon le premier Institut Pasteur d'Indochine. A son retour en France en 1893, il était détaché à l'institut Pasteur de Paris, et deux années après il était chargé de créer et diriger l'institut Pasteur de Lille. Il participe à la lutte contre les fléaux sociaux par ses recherches sur l'épuration biologique des eaux d'égouts, la création du dispensaire antituberculeux de Lille et celle du sanatorium familial de Montigny en Ostrevent pour les tuberculeux pauvres.

Germaine MASCART (1880-1944) Née DREYFUS

Née à Toul, le 18 juillet 1880 d'un père banquier, Louis Blocq. La filiation de Madame Mascart n'a pas pu être vérifiée car les archives de l'état civil de la mairie de Toul ont disparu dans un incendie lors de la seconde guerre mondiale. Le 20 mai 1903, elle épouse Léon Mascart, élève son frère Maxime qui durant vingt années assurera la fonction de trésorier-adjoint de "l'Hygiène par l'Exemple", et deviendra l'animateur durant la seconde guerre mondiale d'un réseau de résistance, l'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.). Elle a été également collaboratrice de Mademoiselle Munie, animatrice du Foyer Central d'Hygiène (1). Germaine Mascart aurait été infirmière-major durant la première guerre mondiale. En 1922, elle participe à la création de la Section Jeunesse de la Croix Rouge Française. L'objectif de cette association est de donner des cours de secourisme, de financer des séjours en colonies de vacance, d'assister les vieillards, de récolter les plantes médicinales (étaient membres de cette association : le marquis de Lillers, la comtesse de Galard, le colonel de Witt-Guizot, la maréchale Lyautey, mademoiselle d'Haussonville,...). Elle a assumé de 1931 à 1940 la place de secrétaire-adjointe de la fédération des associations départementales des pupilles de l'Enseignement Public.

1. Ce foyer comprenait : Une section d'hygiène physique et morale (cours normaux d'hygiène avec stage dans les hôpitaux, cours de psychiatrie de l'enfance, cours normaux de puériculture). Une section d'hygiène mentale comprenant un centre de psychiatrie en vue du dépistage, un service social, un cours pratique en vue d'initier le personnel enseignant aux méthodes capables d'améliorer et d'instruire les enfants arriérés.

Madame Jules SIEGFRIED (1848-1922) Née PUAUX

Née de parents originaires de l'Ardèche, membre fondatrice en 1901 avec Isabelle Bogelot et Sarah Monod du Conseil National des femmes françaises. Elle épouse en 1869 Jules Siegfried, jeune industriel alsacien, spécialisé dans le négoce international, élevé dans un milieu protestant épris de traditions philanthropiques et sociales (maire du Havre, député, sénateur, ministre du commerce). Elle s'occupe de l'oeuvre de la Chaussée du Maine (fondée par madame de Pressense en 1871) qui a pour mission de donner asile aux enfants dont les mères sont hospitalisées. Dans le cadre de l'Union Internationale des Amis de la Jeune Fille, elle participe à la Fondation de la Conférence de Versailles avec Sarah Monod en 1889 qui, régulièrement de 1891 à 1912 permettra la rencontre de femmes de différents milieux et confessions.

Madame Georges COULON Née PELLETAN

Vice-présidente de l'Ecole pour l'Ecole (présidée par madame Paul Deschanel), elle préside également le Comité des Dames de la Ligue de l'Enseignement. Nous y retrouvons : mesdames Mascart, Marguerite Javal, Clayton Paul Bert et messieurs Léon Robelin, Paul Strauss, Fernand Laudet, Lapie, Marchoux. Son mari vice-président du Conseil d'Etat, président de l'Union d'Assistance par le Travail du XVI^e arrondissement de Paris (il succède à Casimir Perier qui lui-même succédait à Léon Say) fonde "l'abri temporaire" susceptible d'accueillir d'urgence toute une famille jetée subitement sur le pavé.

Madame Ernest CARNOT (1874-1962) Née CHIRIS

Issue d'une famille de la haute industrie des Alpes Maritimes, elle épouse à 19 ans monsieur Ernest Carnot, ingénieur des mines, arrière petit fils de Lazare Carnot, neveu de Sadi Carnot et deuxième fils du président de la République assassiné. Elle s'engage à trente ans au sein de l'association des Dames Françaises et participe en tant qu'infirmière au premier conflit mondial. Elle travaillera également à la préparation du nouveau diplôme d'infirmière et sera présidente d'honneur de la Mutuelle des trois sociétés de Croix Rouge fondée en 1924.

La Comtesse d'HAUSSONVILLE (1846-1922) Née D'HARCOURT

Pauline, troisième enfant d'une famille qui en compta sept, a passé une partie de son enfance à Sainte-Eusoge dans l'Yonne. En 1865, elle épouse Othenin d'Haussonville qu'elle connaissait depuis son enfance. Lors de la guerre de 1870, elle s'improvise infirmière. Quarante années plus tard, elle est présidente de la Société de Secours aux Blessés Militaires (S.S.B.M.). Elle publie en 1911 un ouvrage intitulé "la charité à travers la vie". Membre du Comité des Dames depuis 1898, elle en devient vice-présidente en 1904 puis présidente en 1907. Cette même année s'ouvrait l'école de la rue des peupliers qui allait former une élite d'infirmières dont le premier groupe rejoint le Maroc, puis une seconde équipe alla au secours de Messine lors du tremblement de terre en 1910. Durant la première guerre mondiale, cette petite armée de femmes dévouées et compétentes jouera un rôle important et participera à un extraordinaire mouvement de générosité en faveur de la Croix Rouge. Elle fut décorée de la Légion d'honneur en 1920.